



**PRÉFÈTE
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Occitanie**

Unité Inter Départementale de Tarn-et-Garonne et du Lot
Pôle Carrières et Déchets
2 Quai de Verdun
82000 Montauban

Montauban, le 01/07/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection n° 82-22-045 du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



DRIMM

3525 RTE DE LA VILLE DIEU
82700 MONTECH

Références : SV/2022-0723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement DRIMM implanté 3525 RTE DE LA VILLE DIEU 82700 MONTECH. L'inspection a été annoncée le 01/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRIMM
- 3525 RTE DE LA VILLE DIEU 82700 MONTECH
- Code AIOT dans GUN : 0006804445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société DRIMM groupe Séché exploite un centre de stockage de déchets non dangereux. Avant toute ouverture de nouveau casier, l'exploitant est tenu de transmettre à la préfecture un dossier d'ouvrage exécuté concluant à la conformité de l'ouvrage vis-à-vis de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral d'autorisation régissant le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception alvéole B – casiers 9 et 10

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Captage du Biogaz:

L'inspection a constaté sur place la présence des têtes de puits destinées au captage du biogaz.

L'inspection fait ressortir que les alvéoles "B" des casier n°9 et 10 respectent les dispositions prévues Titre II, chapitres II et III (articles 8, 9, 11, 14, et au Titre III, chapitre II (articles 19 et 20), ainsi que les articles 25, 26, 27, 28, 30 et 31 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017.

Gestion des eaux souterraines:

Afin d'éviter une alimentation latérale de la nappe alluviale (dans la grave) dans le casier, un barrage temporaire est mis en place. Ce barrage temporaire gravitaire empêche les sollicitations de la nappe sur le casier. Un drain écrêteur assure la régulation des eaux de la nappe alluviale.

Gestion des eaux de ruissellement intérieures au site

L'inspection a constaté in situ la mise en place d'un fossé de collecte implanté sur la périphérie de la zone à exploiter, dont l'objectif est de recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées. Les eaux collectées sont dirigées vers le bassin B 4.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Création-Casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet
Mise en place d'une barrière passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
Mise en place d'une barrière sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	/	Sans objet
Collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard du dossier technique transmis par l'exploitant le 1^{er} juin 2022 et des constats effectués lors de la visite du 22 juin 2022, l'inspection des installations classées conclut positivement pour l'admission de déchets dans les alvéoles "b" des casiers 9 et 10.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Création-Casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Autre, Ouverture Casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.[...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). <p>III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Constats :</p> <p>La société DRIMM a déposé le mercredi 1er juin le Dossier des Ouvrages Exécutés (dossier technique) des alvéoles "b" des casiers 9 et 10 en application de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>Ce dossier réalisé par la société Antea Group (maître d'œuvre) indique dans le document de synthèse (pièce 9.1b - synthès) la conformité de l'installation aux conditions fixées notamment par l'arrêté ministériel précité et l'arrêté préfectoral d'autorisation n°82-2017-12-06-004 du 6 décembre 2017, concernant notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) <p>Le stockage des lixiviats étant réalisé par les dispositifs existant sur le site conformément au DDAENV de 2017.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place d'une barrière passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
Thème(s) : Autre, Barrière de sécurité passive (BSP)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :</p> <p>le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;</p> <p>les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.</p> <p>Constats :</p> <p>Ces travaux ont fait l'objet d'une mission externe du contrôle extérieur de la barrière de sécurité passive (BSP) confiée aux sociétés GINGER CEBTP et EODD ingénieurs conseils dont les conclusions ont été remises à l'inspection.</p> <p><u>Traitement des lentilles sableuses:</u></p> <p>Dans le talus inférieur Sud et au droit de la risberme, cinq lentilles de sables intra-molassiques affleurantes ont été identifiées. Elles ont été intégralement purgées (1128m3) et remplacées par des matériaux limoneux compactés afin de reconstituer la BSP à $k < 1.10^{-6}$ m/s sur 5 m d'épaisseur puis contrôlées par le laboratoire extérieur. Par ailleurs, trois forages de 5 m de profondeur (F1, F2 et F3) ont permis de vérifier la perméabilité $k < 1.10^{-6}$ m/s sur le reste du talus inférieur.</p> <p>Le rapport GINGER CEBTP atteste de cette conformité.</p>

En fond de casier, quatre sondages ont été réalisés (F4, F5, F6 et F7). Les faciès rencontrés étaient principalement de la molasse marneuse de 0 à 5 m avec ponctuellement des intercalations de molasse sablo-argileuse parfois associées à des venues d'eau à la base de certains sondages vers 4,5 m de profondeur).

Un seul sondage possède une stricte conformité avec des valeurs de perméabilité $\leq 1.10^{-6}$ m/s sur 5 m d'épaisseur (valeurs moyenne de perméabilité de l'ordre de 10^{-8} m/s).

Pour les trois autres sondages, les venues d'eau n'ont pas toujours permis de réaliser les essais de perméabilité sur toute la hauteur des forages. Les perméabilités mesurées sur F5 à F7 sont comprises entre $2,6.10^{-8}$ et $1,7.10^{-8}$ m/s entre 1 et 4 à 5 m de profondeur.

La perméabilité mesurée sur F4 était de 8.10^{-8} m/s entre 1 et 4.5 m de profondeur ;

la perméabilité mesurée sur F4bis était de $4,9.10^{-8}$ m/s entre 0,7 et 2 m de profondeur.

Pour ce qui concerne le faciès sablo-argileux, les précédentes reconnaissances hydrogéologiques réalisées sur site faisaient état de perméabilités de l'ordre de 10^{-6} à 10^{-7} m/s. Des essais de surface ont par ailleurs été réalisés en binôme avec chacun des forages et ont permis de mesurer des perméabilités de surface comprises entre $4,8.10^{-8}$ et $2,7.10^{-10}$ m/s.

En plus de ces éléments, et dans la continuité des principes adoptés pour les casiers C9a et C10a, il a été décidé de s'assurer au droit de ces sondages pour lesquels il n'a pas pu être procédé à une mesure de perméabilité sur le faciès marno-silteux à marno-sableux de -4 à -5 m, de la conformité réglementaire de l'ouvrage pour ce cas de figure ponctuel (au regard des nombreuses reconnaissances réalisées sur le site), en procédant à un calcul d'équivalence suivant les hypothèses suivantes et explicitées ci-après avec de haut en bas :

- De 0 à 3 m de profondeur : $k \leq 5.10^{-8}$ m/s (hypothèse sécuritaire issue des perméabilités relevées sur site sur ces faciès) ;
- De 3 à 5 m de profondeur : $k \leq 5.10^{-6}$ m/s (hypothèse sécuritaire issue des perméabilités relevées sur site sur ces faciès).

Pour ces conditions, l'équivalence est strictement vérifiée par rapport au dispositif réglementaire à $k \leq 1.10^{-6}$ m/s sur 5 m d'épaisseur.

L'entreprise Cazal a réalisé le suivi du remblai de barrière passive à $k \leq 1.10^{-9}$ sur 1 m d'épaisseur, et a réalisé 4 essais en tant que contrôle interne et les 4 étaient conformes aux exigences réglementaires.

L'entreprise Eodd a réalisé 12 essais de perméabilité suivant la méthode dite "pulse-test" (norme NF X30-425) sur le remblai de la BSP en tant que contrôle extérieur qui se sont déroulés :

- campagne n° 1 (essais 1 à 5) du 28 février au 1er mars 2022,
- campagne n° 2 (essais 6 à 11) du 8 au 9 mars 2022,
- campagne n° 3 (vérification de l'essai n° 9 non conforme).

L'essai n° 9 de l'entreprise Eodd s'est avéré non conforme. Une autopsie de la BSP a été effectuée (sondage à la pelle au droit du forage, ne révélant pas d'anomalie sur la mise en oeuvre). La zone a été reprise et un essai supplémentaire effectué (n° 9b) qui s'est révélé conforme.

Par conséquent, la protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur, un géocomposité drainant associé à un puisard de rabattement des venues d'eau d'une profondeur de 2m par rapport au fond de la BSP à $K \leq 1.10^{-9}$ m/s,
- le substratum du site (molasse) avec une perméabilité minimale de 5.10^{-8} m/s sur 3 m d'épaisseur, et des lentilles sablo-argileuse intra-molassique ponctuelles à des profondeurs de 4 m à 5 m sous le fond du casier, de perméabilité évaluée à 5.10^{-6} m/s et équivalent à une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 m d'épaisseur ;
- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en place d'une barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9

Thème(s) : Autre, Barrière de sécurité Active (BSA)

Prescription contrôlée :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10⁻⁴ m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.

III. Un géotextile anti-poinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Constats : Les travaux de mise en œuvre des géosynthétiques de la barrière de sécurité active (BSA) ont été réalisés par l'entreprise EGC Galopin. Ces travaux ont fait l'objet d'une mission de contrôle extérieur de la BSA confiée à ANTEA GROUP dont les conclusions ont également été remises à l'inspection.

Sur le fond et les flancs du casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats.

De haut en bas, la BSA est constituée de :
en talus :

- une géomembrane supérieure composée de :
 - un géotextile anti-poinçonnant (1000g/m²),
 - une géomembrane primaire (supérieure) en PEHD (2 mm),
 - un géocomposite drainant (niveau II) (400g/m²),
- une géomembrane inférieure composée de :
 - une géomembrane secondaire en PEHD (2 mm),
 - un géocomposite drainant (niveau III) et anti-poinçonnant (500g/m²),
 - un géosynthétique bentonitique (équivalent de la BSP de 1 m à k < 1.10⁻⁹ m / s) (200 + 140g/m²).

en fond :

- une géomembrane supérieure composée de :
 - un géotextile anti-poinçonnant (1000g/m²),
 - une géomembrane primaire en PEHD (2 mm),
 - un géocomposite conducteur dont la fonction est de permettre un contrôle de l'étanchéité par méthode électrique, drainant (niveau II) (400g/m²),
- une géomembrane inférieure composée de :
 - une géomembrane secondaire en PEHD (2 mm),
 - un géocomposite drainant (niveau III) et anti-poinçonnant (500g/m²).

Le DOE atteste de la conformité des contrôles visuels, des essais non destructifs des différentes couches et des essais destructifs sur éprouvette.

L'ensemble de ces couches a été envoyé en laboratoire pour vérifier la conformité avec les fiches techniques fournies par les différents fournisseurs. Les résultats des mesures réalisées en laboratoire sur les échantillons de fourniture sont conformes ou acceptables par rapport aux données des fiches techniques des fournisseurs. Le DOE atteste de la conformité à la certification ASQUAL pour les travaux de pose de la BSA (société GALOPIN).

Les contrôles géoélectriques de la BSA de fond des alvéoles "b" des casiers 9 et 10 de l'ISDND de Montech (82), ont été effectués par la société ARKOGEOS (CR.2022.064.02.A pour le casier 9B et CR.2022.064.01.A pour le casier 10b).

Le compte rendu du casier 9b a mis en évidence lors de l'auscultation de la géomembrane (GMB) primaire confinée réalisé le 25 mai 2022 une anomalie significative. Les démarches de réparation ont été engagées par le maître d'œuvre immédiatement après la mise en évidence de l'anomalie.

Les tests électriques ont été réalisés (les 15 et 27 avril 2022 pour la GMB Secondaire exposée, le 4 mai 2022 pour la GMB Primaire exposée et le 25 mai 2022 pour la GMB Primaire confinée), sur l'ensemble de la surface de ces trois niveaux.

Le compte rendu du casier 10b ne met pas en évidence de non-conformité sur la géomembrane (GMB) primaire confinée réalisé le 24 mai 2022. Les tests électriques ont été réalisés (les 31 mars 2022 pour la GMB Secondaire exposée, le 12 avril 2022 pour la GMB Primaire exposée et le 24 mai 2022 pour la GMB Primaire confinée), sur l'ensemble de la surface de ces trois niveaux.

La concordance entre le plan de recollement des lés et les soudures in situ a été vérifié et suivi en continu par AnteaGroup. Le contrôle visuel de l'assemblage (soudure) et de la mise en œuvre ne mettent pas en évidence de non-conformité.

L'inspection a visuellement constaté la présence de matériaux roulés ainsi que le drain de collecte de chacune des alvéoles "B" des casiers 9 et 10.

Selon le DOE:

Les casier 9B et 10b sont constitués de matériaux roulés 20/40 mm sur une épaisseur de 50cm de perméabilité 10-4m/s.

Type de suites proposées : Sans suite

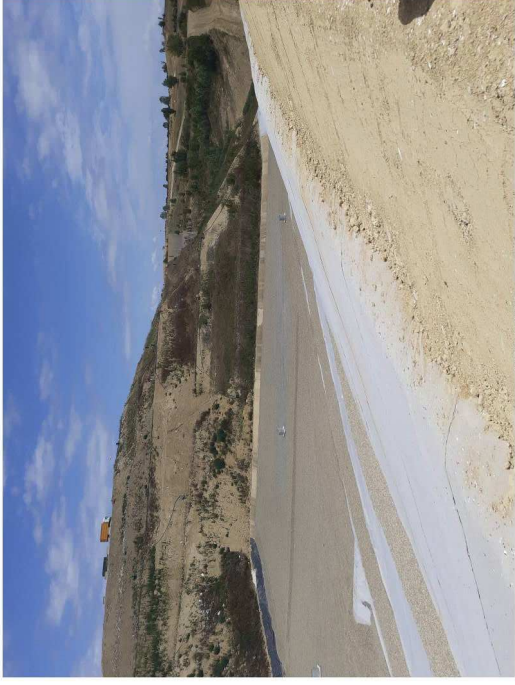
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des lixiviats

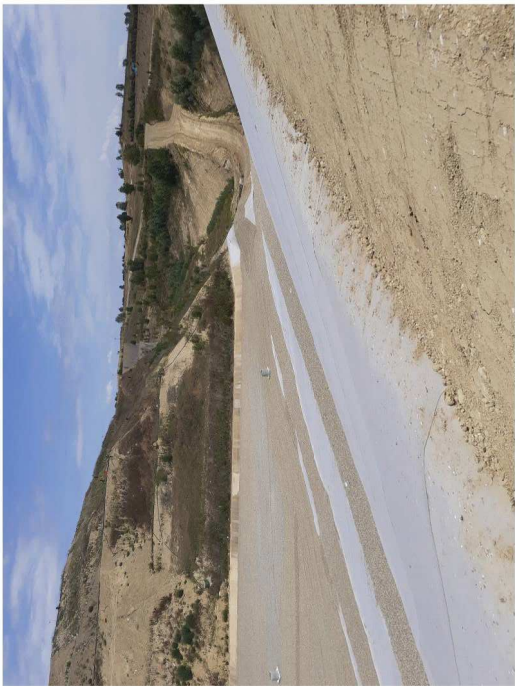
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Autre, Collecte des lixiviats
Prescription contrôlée : I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. « Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. [...] Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
Constats : Le réseau de drainage et de collecte des lixiviats mis en place en fond des alvéoles "B" des casiers 9 et 10b est assuré par les différents éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• des pentes de fond de casier inclinées entre 0,50 et 2.00 %,• 50 cm de matériaux drainants silicieux de perméabilité supérieure ou égale à 10-4 m/s, (massif drainant sur toute la surface du casier, sur une épaisseur de 50 cm. Le contrôle topographique réalisé par la société CAZALS atteste que les 50 cm sont respectés (10 points de mesure répartis de manière homogène sur l'ensemble du massif)),• 1 drain collecteur en PEHD DN 250 mm raccordés au puits de collecte (1 par casier),• 1 puisard disposé en point bas de collecte des lixiviats est mis en place sur chaque casier. <p>Le drainage des lixiviats est organisé sur 4 niveaux. Chaque niveau possède en fond de casier un drain de collecte des lixiviats. Sur le talus, depuis la crête jusqu'en pied, chaque niveau possède une canalisation de contrôle du drain (en prolongation du drain de fond), et une canalisation de pompage.</p> <p>Une fois l'autorisation de mettre les premiers déchets obtenue l'exploitant effectuera l'inter-connection du drain de niveau I des alvéoles "a" et "b" de chaque casier.</p> <p>Conformément à l'article 31 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017, l'exploitant a mis en place un système de pompage déclenché par une horloge (4 fois par jour). La pompe fonctionne tant qu'elle détecte la présence de lixiviats. Cela assure l'évacuation quotidienne des lixiviats, ce qui permet d'assurer l'absence de lixiviats au niveau des points bas du casier. Un opérateur relève l'ensemble des compteurs des casiers 2 fois par semaine, permettant un suivi des volumes de lixiviats pompés et la détection d'une éventuelle défaillance de la pompe.</p> <p>L'inspection a constaté sur place que le local pompage était finalisé. Par ailleurs, le système de pompage des 4 niveaux 3 et 4 est opérationnel pour les alvéoles "a" des casiers 9 et 10. Les lixiviats seront dirigés vers le bassin A.</p> <p>L'inspection a vu le bassin de lixiviat du site : aucune remarque à formuler.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



20220622_140511



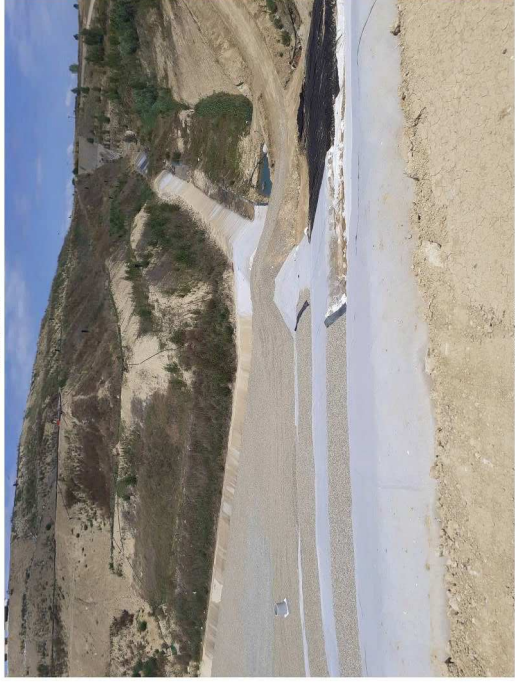
20220622_140518



20220622_140522



20220622_140525



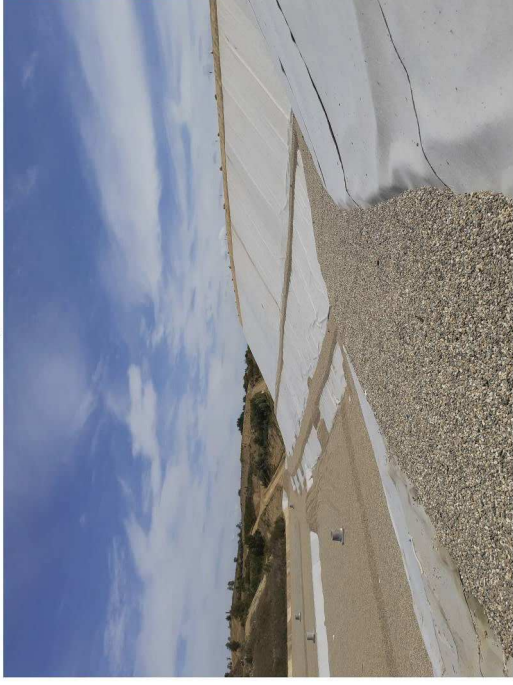
20220622_140516



20220622_140527



20220622_151030



20220622_153229





20220622_150639



20220622_151004



20220622_145611



20220622_150501



20220622_150518



20220622_150518



20220622_150518



20220622_151016



20220622_151016



20220622_150518

